



Kali Lallement, militante de l'Union étudiante, vient de Montpellier spécialement pour soutenir la liste bordelaise du syndicat : « On n'est jamais assez ».

Les étudiant-es sont appelé-es à voter pour élire leurs représentant-es à l'Université de Bordeaux, jusqu'au 7 décembre⁽¹⁾. La précarité est au cœur des programmes. Particularité du scrutin : le retour de l'extrême-droite sur le campus bordelais.

Depuis le début de l'année, de nombreux chiffres alertent sur la dégradation des conditions de vie des étudiant-es. 36 % d'entre elles et eux sautent régulièrement un repas par manque de moyens, selon l'association d'entraide Cop1. Le coût de la vie étudiante subit lui aussi l'inflation et a augmenté de 6 % selon le dernier rapport annuel de l'Unef. À la réunion de rentrée 2023, le président de l'Université de Bordeaux Dean Lewis s'était lui-même emparé du sujet en déclarant que « la lutte contre la précarité étudiante est une vraie préoccupation ». C'est dans ce contexte tendu que la campagne électorale bat son plein. Les syndicats, à leur échelle, tentent de fédérer autour de propositions phares qui permettraient de réduire les inégalités et la précarité. « On souhaiterait augmenter le nombre d'étudiants exonérés de frais d'inscriptions et organiser des distributions alimentaires financées par la CVEC (Contribution à la Vie Étudiante et de Campus) » mentionne Florian Ferret, militant à l'Unef. « Mais être aux conseils centraux n'est pas suffisant, la question de la précarité se joue aussi aux élections du Crous. À l'Unef, on veut communiquer sur les aides possibles pour accom-

pagner les étudiants dans leurs démarches ». De son côté, Dominique, président de l'Uni Bordeaux, considère qu'il faut supprimer la CVEC et mettre en place un complément de bourse pour les étudiant-es qui travaillent. Son montant ? « Ça sera à voir avec le Conseil d'Administration » répond-t-il. Au total, six listes sont en course, dont la Cocarde, qui fait réagir (lire ci-dessous). Cette dernière, au programme proche de l'extrême droite, traduit la problématique économique étudiante en des termes identitaires : une attribution des logements étudiants soumise à la préférence nationale et un gel des loyers.

Une campagne qui peine à mobiliser

Alors même que les propositions portent sur une réalité préoccupante pour une grande majorité des étudiant-es, très peu se mobilisent. Lors du précédent scrutin en 2021, la participation était de 8,87 %. Un chiffre en augmentation selon la responsable communication de l'Université de Bordeaux, Blandine Lacassagne. Une hausse qui pourrait être imputée au passage au vote élec-

tronique cette même année, facilitant la procédure. « La plupart des universités ont fait ce choix. Ça mobilise moins de personnel, ça permet aux gens de voter par téléphone sur plusieurs jours » justifie-t-elle. Elle considère que malgré ce changement, « les étudiants n'appréhendent pas totalement l'importance de cette élection ».

« Les campus sont vides »

Les syndicats déplorent de leur côté le manque d'information et l'organisation de la campagne sur la semaine de révision des partiels. « La faculté ne prend pas en compte le planning des étudiants. En pleine préparation des examens, les campus sont vides » regrette le président de l'Uni. De plus, le tractage n'est possible que durant les trois jours d'élections. Au Poing levé, on ne cache pas son scepticisme. Antonin, 26 ans, doctorant en sociologie, considère qu'il ne faut pas se leurrer, le rapport de pouvoir au sein des conseils centraux est déséquilibré : « Au CA, pour les étudiants, c'est six sièges contre huit pour les personnalités extérieures, dont Marie Evin, directrice générale adjointe de Cdiscount ». Mickaël Larivière, président de l'Inter-Asso et ancien vice-président du CA déplore lui un désintéressement général des jeunes : « C'est dommage parce qu'il faut penser aux promotions d'après ». Les décisions des conseils centraux ont pourtant un impact dans la vie des étudiant-es. L'Unef avait par exemple proposé et obtenu un congé mensuel à la CFVU de l'Université d'Angers, une première en France.

Elise Leclercq et Lila Olkinuora

ÉLECTIONS ÉTUDIANTES

Une mobilisation bien précaire

ET AUSSI

MARCHÉ DE NOËL : LE FOIE GRAS, GAVÉ BIEN ?

SURCYCLAGE : RÉPARER AU LIEU D'ACHETER

BORDEAUX : AUX ARBRES, CITOYEN-NES !

GUERRE D'ALGÉRIE : LA MÉMOIRE ET L'OUBLI

Blocage à SciencesPo Paris

Une cinquantaine d'étudiant-es a bloqué hier matin l'entrée de SciencesPo Paris. À l'appel de plusieurs syndicats étudiants, ils et elles réclament la démission du directeur, Mathias Vicherat, placé en garde à vue ce week-end dans une affaire de violences conjugales.

Gabriel Attal veut relever le niveau

Le ministre de l'Éducation a dévoilé hier son « choc des savoirs », une batterie de mesures visant à relever le niveau scolaire des collégien-nes et lycéen-nes français-es. L'enquête Pisa publiée le même jour par l'OCDE a fait apparaître une baisse historique du niveau en mathématiques.

SIX LISTES, SIX MESURES CONTRE LA PRÉCARITÉ

Chaque syndicat interrogé nous a précisé la mesure phare de son programme, en lien avec la précarité.



Le Poing levé : mise en place d'un revenu étudiant à hauteur d'un Smic revalorisé et financé par les grandes fortunes



UNEF : gratuité des impressions pour lutter contre les frais cachés



Union étudiante : instauration de 12 jours de congés menstruels



Inter'Assos : renforcement de la communication sur les aides étudiantes afin de les démocratiser



UNI : suppression de la contribution à la vie étudiante et de campus (CVEC) qui s'élève à 100€ par an



La Cocarde étudiante : gel des loyers des logements Crous

Infographie réalisée par Lili Pateman et Pierre Lassauge

(1) L'objectif de ces élections : pourvoir six sièges étudiants au Conseil d'administration (CA), et 16 à la commission de formation et de la vie universitaire (CFVU).

L'extrême-droite, un retour qui inquiète

La dernière fois que l'extrême-droite a fait autant de bruit dans les facs bordelaises, c'était dans les années 60. Campagne sur les réseaux-sociaux et discours identitaires, le syndicat étudiant d'extrême-droite la Cocarde présente des candidat-es pour la première fois.

Peu visible sur le terrain, le syndicat d'extrême-droite la Cocarde a préféré investir les réseaux sociaux. Sur Instagram ou Twitter, les slogans s'enchaînent : « Pas de sauvages dans nos villages », ou encore « Thomas, Lola, demain c'est toi ». Le 2 décembre, le syndicat étudiant met en ligne une vidéo de campagne aux airs de catastrophe, censée mettre en lumière l'état délabré des amphithéâtres et du campus. « Jusqu'à présent, ils n'étaient pas très

nombreux sur le campus. Mais cette année, ils ont réussi à mobiliser suffisamment de monde pour monter une liste », explique Mickaël Larivière, membre du syndicat apartisan Inter'Assos.

Un scénario qui se répète

Leur apparition dans la campagne correspond à un moment de crise, entre inflation galopante et exacerbation du clivage gauche-droite en France. D'ailleurs, la présence de la

mouvance à Bordeaux n'est pas tout à fait nouvelle. Dès les années 60, des groupuscules voient le jour dans les campus bordelais, encouragés par l'apparition de syndicats d'extrême droite dans les grandes universités parisiennes. D'après l'ouvrage d'Hubert Bonin *Les tabous de l'extrême droite à Bordeaux*, sorti en 2012, cette période a été de courte durée. Les mouvements d'extrême-droite ont été mis en veille à Bordeaux, comme ailleurs en France. Jusqu'en 2015, où les facs parisiennes ont à nouveau vu fleurir ces syndicats, engagés contre le rejet du *numerus clausus*, à Assas notamment, défendu par la gauche. Bordeaux a fini par suivre le mouvement. « On vise tous les étudiants qui se sentent patriotes et qui veulent privilégier les Français par rapport aux étrangers. Beaucoup d'étudiants qui votent RN, LR ou qui ont des idées similaires, ont besoin d'être représentés. Il y a un manque, et c'est certainement pas l'Uni qui va le combler » assène Alexandre,



La campagne électorale ne se fait pas seulement sur les réseaux sociaux, mais aussi sur les murs. Ici, au campus Sciences et Technologie de Talence.

22 ans, membre de la Cocarde qui n'a pas souhaité donner son nom de famille.

Les autres syndicats étudiants sous tension

Sur le terrain, les autres syndicats sont sur le qui-vive. « J'ai eu des altercations avec eux sur les plateformes numériques, notamment sur Twitter » précise Mickaël Larivière. De l'autre côté de l'échiquier, chez les marxistes du Poing Levé, la Cocarde ne représente « pas un danger immédiat, puisqu'elle n'a pas beaucoup de force. Mais c'est quelque chose qu'on prend quand même au sérieux ». Pour

Yann, c'est un indicateur du climat social actuel. Yanis Jaillet, secrétaire général de l'Union étudiante, explique avoir rejoint la campagne pour la première fois cette année. Son engagement dans le syndicat vert est une réponse directe à la présence de l'extrême droite à l'Université. Il se rappelle encore de ce mail stigmatisant envoyé par les militant-es de la Cocarde à l'ensemble des étudiant-es, pour pointer du doigt les gens du voyage. Pour lui, pas de doute : ce type de communication est « un appel à la haine ».

Sahra Kadi-Pasquer

Au marché de Noël, le foie gras est toujours roi

Grenoble, Strasbourg ou encore Lyon ont déjà banni le foie gras de leur marché de Noël ou de leurs cérémonies officielles. À Bordeaux, le produit phare et controversé du Sud-Ouest est toujours sur les étals de cette fin d'année.

La pluie n'a pas découragé les visiteur-euses du marché de Bordeaux venus faire des emplettes. Pour Thibault, adepte des ces lieux festifs, la question ne se pose même pas, l'assiette de fin d'année c'est avec du foie gras : « *C'est notre petite madeleine de Proust. Les fêtes de fin d'année, c'est pour profiter et manger des produits de qualité.* » Malgré le coût qui devient prohibitif, une augmentation de 5 % du prix au kilo sur l'année 2023, les consommateur-ices ne se découragent pas selon les artisan-es et les producteur-ices : « *Le foie gras, c'est toujours le produit qui s'écoule le plus rapidement* », affirme Estelle Carrerra, commerçante des Produits du Terroir.

Le bien-être animal

Ces dernières années, la question de la souffrance animale liée au gavage a cristallisé les débats. Pour les producteur-ices rencontré-es sur le terrain, cette inquiétude n'est plus d'actualité : « *Notre activité est éthique et respectueuse de principes fermiers* », explique Estelle Carrerra qui rappelle que son exploitation n'est qu'à 80 kilomètres de Bordeaux et favorise les pratiques artisanales. Du côté du comité interprofessionnel des palmi-

pèdes à foie gras (CIFOG) l'accent est mis sur les techniques de gavage moderne qui sont plus respectueuses du canard. Pourquoi dès lors interdire le foie gras aux cérémonies officielles de la mairie de Bordeaux ? « *Ce serait insensé* » pour Estelle Carrerra.

Cavalier seul

Alors que les mairies vertes des grandes villes comme Strasbourg, Grenoble ou Lyon, ont déjà banni le foie gras de leur marché de Noël ou de leurs réceptions officielles,

Bordeaux résiste. La question de l'interdiction ne semble pas être au programme de la région, première productrice de foie gras de l'hexagone. En 2021, la mairie a affirmé dans les colonnes de Sud Ouest qu'il y aurait toujours du foie gras servi à ses réceptions de manière exceptionnelle et uniquement sous l'indication géographique protégée (IGP). Au marché de Noël de Bordeaux, de nombreuses personnes passent devant le stand de Produits du Terroir avec un sentiment d'incompréhension. Pour Mathilde, la consommation et la production de foie gras aurait dû être reconsidérée depuis longtemps : « *J'en consommait à toutes les fêtes de fin d'année, j'ai changé mes habitudes parce que je me suis rendue compte que le foie gras était une aberration.* » Sur le plan environnemental ou sur le plan du respect de l'animal « *la solution n'est pas de faire des efforts dans les exploitations, il faudrait juste qu'elles s'arrêtent.* » Pour Bordeaux, le temps n'est pas à la révolution.

Pierre Lassaube



Estelle Carrerra sur son stand des allées de Tourny.

Récupérer, valoriser, l'art de surcycler

Faire du neuf avec du vieux sans oublier la plus-value esthétique : c'est le concept de surcyclage ou *upcycling* en anglais. L'occasion de donner une seconde vie à des objets inutilisables et de laisser parler sa créativité.

500 kilos d'objets par jour, dont 70 % d'objets de seconde main valorisés à partir de matière existante : le surcyclage fait partie du quotidien des couturières de L'Atelier d'Éco Solidaire, situé à Bordeaux-Bacalan. « *La notion de créativité est primordiale dans l'upcycling, le but est de faire émerger l'artiste qui est en nous* », explique Lucile Labonne, chargée de sensibilisation de l'association. L'atelier travaille différentes matières afin d'imaginer de nouveaux objets. Aujourd'hui, Annie, Nathalie et Odile, bénévoles de l'association, s'affairent pour transformer des chutes de cuir de l'industrie du luxe en objets originaux. Découpage, mesure, couture, sourire et assemblage sont réunis afin de donner vie à un sac pour bouteille de vin et une pochette de téléphone portable. Un vrai atelier du Père Noël.

« Tu dois obligatoirement être créatif »

Selon l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie), le poids des biens de consommation courante réutilisés a augmenté de 30 % depuis 2014. Une partie s'échange à Noël où près de 300 millions de cadeaux neufs circulent chaque année en France. Le surcyclage se démocratise lentement mais sûrement car la réutilisation de produits séduit de plus en plus les consommateur-ices. À la Maison écocitoyenne de Bordeaux, on cherche à renforcer cette tendance. Une à deux fois par mois, des ateliers de surcyclage sont organisés autour de la transition écologique. Cela permet notamment à de jeunes créatrices spécialisées dans ce domaine de se faire connaître. Marie-Laure Dillet est plasticienne et amatrice de surcyclage



Marceline, bénévole de l'association, décore une ancienne chaise avec des collages de bandes dessinées.



Annie, Nathalie, Odile et Lucile récupèrent les cuirs de l'industrie du luxe pour créer de nouveaux objets.

depuis toujours. Elle n'a jamais acheté de vêtements neufs. « *Le surcyclage est avant tout manuel, rien à voir avec le recyclage qui utilise des processus chimiques* » précise-t-elle. « *C'est amusant de ne plus reconnaître ce que tu viens de créer. Tu dois obligatoirement être créatif* ». L'artiste propose un atelier de création de tableaux à partir de calen-

driers recyclés. De quoi confectionner de jolis cadeaux à déposer sous le sapin.

Jules Joué

(1) Dimanche 10 décembre : de 14h à 16h à la Maison Écocitoyenne de Bordeaux. Tout public, gratuit sur inscription.

Les citoyen·nes répondent à la pelle

« Plantons un million d'arbres », l'ambitieux pari environnemental de la décennie engagé par Bordeaux Métropole, est difficile à mener. L'initiative entend rassembler les habitant-es autour de la semaine de « L'Arbre en fête », jusqu'au 8 décembre.

À la mairie du quartier La Bastide, quelques habitant-es se succèdent pour réclamer leur arbre. Après avoir noté nom et adresse sur la feuille de renseignements, Philippe opte pour un poirier. Si son jardin est déjà bien coloré, le soixantenaire tient cela de son enfance : « *J'ai grandi au milieu des plantes. Je suis concerné par la cause environnementale depuis tout petit.* » Lancée depuis 2021, l'initiative « L'Arbre en fête » séduit de plus en plus. Clémentine, 34 ans, l'a découverte l'année dernière. « *Ma voisine en avait récupéré plusieurs : un pêcher, un noisetier et un cerisier* », révèle-t-elle, fière du jardin collectif mis en place dans sa résidence.

Responsabilité individuelle ?

Depuis le quai de Brazza, l'association « Achillée et Ciboulette » de Pascal Letheux opère sur le même terrain : associer humain et nature via la flore. Depuis quelques années, on note « *des changements dans la direction des enjeux environnementaux de Bordeaux* », remarque-t-il. Avant d'ajouter une précision : « *En réalité, on devrait plus parler de nature que d'environnement. Je plante mon arbre, j'en prends soin.* » Face au gain lié à la réhabilitation

des zones où la nature a été détériorée, le coordinateur préfère rester vigilant : « *Ces distributions d'arbres gratuits, c'est tout un tas de petites étapes qui nous amènent vers du mieux, mais il va falloir de vrais points d'action coordonnés. Pour que les arbres soient utiles, il ne faut pas en mettre trop.* » De son côté, Philippe, poirier dans les bras, se désole : « *Il y a de la verdure mais aussi beaucoup de béton qui se construit à côté de chez-moi* ». Pour lui, la ville joue sur deux tableaux : « *Bétonner à fond puis décider de mettre quelques arbres autour pour compenser. Je ne suis pas sûr que ça équilibre vraiment.* » Les grandes villes font face à des contraintes juridiques et techniques, détaille Pascal Letheux. « *Par exemple, Bordeaux Métropole avait débuté la végétalisation d'une place avant de stopper le projet, parce que le forage s'est révélé impossible à cause du parking en-dessous.* » Des plants de groseilles et de cassis dans son chariot, Mickey, 80 ans, est ravi de l'initiative portée par la métropole. Elle déplore pourtant le manque d'entretien municipal des arbres plantés dans les rues. « *Au moins, avec les plantes individuelles, c'est aux habitants de s'en occuper !* »

Zian Palau

Guerre d'Algérie : la mémoire en péril

Chaque 5 décembre, la nation française rend hommage à ses mort-es de la guerre d'Algérie et des combats au Maroc et en Tunisie. Hier, à Talence, l'Union nationale des combattants (UNC) a peiné à rassembler.

Une quinzaine de personnes, bravant le froid, s'est réunie en cette matinée de décembre dans le cimetière de Talence. Au pied du monument aux morts, des anciens combattants déposent une gerbe pour honorer la mémoire de leurs camarades tombés au combat. Aucune école talençaise, toutes conviées à la commémoration, n'a répondu présente. Et pourtant, « *assister aux commémorations, c'est de l'éducation à la citoyenneté grandeur nature pour les élèves et c'est primordial pour devenir des citoyens éclairés* » insiste François Pesse, ancien directeur du collège privé Saint-Genès, venu assister à la commémoration.

S'adapter pour préserver le souvenir

L'UNC peine à attirer les scolaires sur les événements commémoratifs qu'elle organise. « *Les élèves participent en général aux deux grandes journées d'hommage du 8 mai et du 11 novembre, mais rarement à celles du 5 décembre* » explique Christian Pene, conseiller municipal délégué aux associations d'ancien-nes combattant-es. Un désintérêt que tente de combattre l'UNC, grâce à la création de contenus explicatifs et adaptés aux codes de la génération Z. Publiées sur leur site internet, ces ressources entraînent pour le moment peu de résultats pour beaucoup de difficultés. « *On mobilise nos adhérents pour mettre au point des powerpoints pour expliquer les enjeux de la commémoration. Mais vous voyez, certains n'ont même pas de boîte mail alors...* » raconte Francis Lourenço. Pourtant, ces publications représentent une aide pour les membres vieillissant-es de l'Union, manquant d'énergie pour se déplacer dans les

établissements scolaires. « *Mon vice-président a 88 ans, mon trésorier 87 ans et l'ancien président de la section, maintenant simple membre, vient lui de souffler sa 90^e bougie* », détaille-t-il.

Un flou mémoriel

La transmission de la mémoire achoppe également sur le débat qui traverse la commémoration de la guerre d'Algérie. Les différentes fédérations d'ancien-nes combattant-es ne reconnaissent pas toutes la même date de commémoration. Une scission qui empêche la mise en commun des efforts, surtout que l'enjeu mémoriel fait l'objet de récupération politique. « *Certaines écoles publiques vont refuser nos invitations, car la date du 5 décembre est associée, à tort, à la droite et à l'extrême-droite alors que nous sommes complètement apolitiques* », regrette Francis Lourenço. Cette stigmatisation lèse les unions d'ancien-nes combattant-es et fait une grande perdante : la transmission de la mémoire des victimes de la guerre d'Algérie.

Manon Kraemer



© Manon Kraemer